

plus élevés qu'aux États-Unis. Il est donc de la plus grande importance d'améliorer la compétitivité internationale de notre pays.

Le niveau relatif d'imposition au Canada et chez ses principaux concurrents internationaux peut nous mettre en position désavantageuse. Les fluctuations de change surtout attribuables aux mouvements de capitaux peuvent, du moins à court terme, nuire à nos résultats commerciaux. Les initiatives prises par les gouvernements étrangers en réaction à des mesures adoptées au Canada peuvent entraver notre accès à ces marchés; des programmes de subventions qui peuvent sembler appropriés à court terme peuvent entraver nos débouchés étrangers à plus long terme. Ces exemples ne sont donnés que pour illustrer les interactions en cause. Les décisions politiques prises dans d'autres domaines ne devraient certes pas n'être assujetties qu'à des considérations commerciales, mais le commerce est si essentiel au bien-être de l'économie canadienne que les incidences de ces politiques sur le commerce extérieur et les relations économiques internationales devraient être clairement comprises avant qu'on en arrive à des décisions finales.

En matière de concurrence internationale, le Canada rencontre des problèmes particuliers qui découlent partiellement de sa géographie, de son climat et de la dispersion de sa population. L'incidence négative d'un marché intérieur relativement petit est renforcée par le fait que ce marché est relativement plus fragmenté et compartimenté que celui de nos concurrents. Néanmoins, nos points forts (ressources, main-d'œuvre qualifiée, énergie, eau, source d'approvisionnement sûre, etc.) continueront de nous permettre de surmonter ces obstacles naturels si les politiques du gouvernement appuient l'objectif d'amélioration du niveau de vie des Canadiens, par exemple par une spécialisation accrue et un meilleur développement des exportations. Il est essentiel que soit renversée la tendance qui a vu les coûts de main-d'œuvre grimper beaucoup plus rapidement que les gains de productivité. La voie du retour à la croissance de la productivité—et donc à la compétitivité internationale—peut être difficile, mais il est essentiel que le Canada s'y engage. C'est une voie que devront prendre le monde du travail, les gens d'affaires et tous les paliers de gouvernement. Le Canada doit également devenir un véritable marché commun. Enfin, il est important de se rappeler que la compétitivité internationale ne devrait pas être uniquement mesurée en termes de coûts et de prix. D'autres facteurs comme la qualité, ainsi que la capacité et la sécurité d'approvisionnement peuvent s'avérer plus importants pour un projet d'exportation donné. Mais les coûts et les prix sont essentiels et peuvent être directement touchés par une foule de politiques gouvernementales.

b) *Les politiques macro-économiques: Créer un environnement propice*

La répartition efficiente des ressources canadiennes (y compris les ressources humaines et financières) et le renforcement de la compétitivité internationale de l'industrie canadienne exigeront que nos instruments de politique intérieure (fiscale, monétaire, financière, réglementaire, etc.) renforcent et appuient l'utilisation des instruments de la politique commerciale (tarifs douaniers, protection d'urgence, crédits à l'exportation, etc.). Pour cela, il est essentiel qu'il y ait utilisation judicieuse des politiques macro-économiques de façon à créer un environnement au sein duquel le secteur privé peut planifier et investir avec confiance.